

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CIC VNS

3 rue de Dunkerque
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-026-028
Code AIOT : 0006103470

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement CIC VNS implanté 3 rue de Dunkerque 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site de CIC sur demande de l'exploitant afin de présenter des solutions pour les mises en conformités des rejets atmosphériques.
L'inspection a vérifié les suites de la dernière inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIC VNS
- 3 rue de Dunkerque 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103470

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société CIC-VNS est une société spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques utilisées dans l'industrie générale, le domaine médical mais également l'industrie automobile. Elle a été rachetée en juillet par l'actuel directeur général et son président. Le site est classé SEVESO seuil bas par la règle des cumuls des produits chimiques présents sur le site. Il s'organise autour des activités suivantes :

- le chromage : traitement de surface électrolytique (apport de courant électrique grâce à des redresseurs de courant) dans les bains d'acide chromique ;
- le nickelage : traitement de surface chimique sur une chaîne de succession de bains de traitement chimique et de bains de rinçage ;
- l'entretien : sablage de pièces dans des cabines pour préparation aux traitements ;
- le polissage : polissage sur tour à bande pour préparer ou finir le traitement ;
- la rectification : usinage par pierre pour « usiner » le chrome

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques /...	Arrêté Préfectoral du 11/03/2024, article 2.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 11/03/2024, article 2.3.1	Sans objet
3	Stratégie de prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	Sans objet
5	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le POI du site a été testé et complété.

Les malettes de prélèvements qu'il manquait ont été reçues.
Le non-respect des VLE sont fréquentes dans les rejets atmosphériques du site, elles seraient peut-être dues à une mauvaise répartition du flux autorisé aux différents émissaires.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques /...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2024, article 2.2.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques /...			
Prescription contrôlée :			
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.			
Conduit n°1			
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m³)	FLUX (en kg/h)	FLUX MAX (kg/an)
Acidité totale exprimée en H	0,5	6,20E-03	27,84
HCl	0,3	3,72E-03	16,8
Cr total	0,1	1,24E-04	0,56
Cr VI	0,1	1,24E-04	0,56
Ni	0	0,00E+00	0
Alcalins, exprimés en OH	10	1,24E-01	556,76
NH ₃	0	0,00E+00	0
Conduit n°2			
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m³)	FLUX (en kg/h)	FLUX MAX (kg/an)
Acidité totale exprimée en H	0,5	3,70E-03	16,62
HCl	0,2	1,48E-03	7
Cr total	0,02	7,42E-05	0,34
Cr VI	0,02	7,42E-05	0,34
Ni	0	0,00E+00	0
Alcalins, exprimés en OH	10	7,40E-02	332,26
NH ₃	0	0,00E+00	0
Conduit n°3			
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m³)	FLUX (en kg/h)	FLUX MAX (kg/an)
Acidité totale exprimée en H	0,5	3,50E-03	10,82
HCl	1,00E-01	4,46E-04	1,38
Cr total	1,20E-02	6,98E-05	0,22
Cr VI	1,20E-02	6,98E-05	0,22

Ni	0	0,00E+00	0
Alcalins, exprimés en OH	10	7,00E-02	216,3
NH ₃	0	0,00E+00	0
Conduit n°4			
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)	FLUX (en kg/h)	FLUX MAX (kg/an)
Acidité totale exprimée en H	0,5	4,70E-03	29,33
HCl	0,2	1,88E-03	12
Cr total	0,01	9,40E-05	0,59
Cr VI	0,01	9,40E-05	0,59
Ni	0	0,00E+00	0
Alcalins, exprimés en OH	10	9,40E-02	586,56
NH ₃	0	0,00E+00	0
Conduit n°5			
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)	FLUX (en kg/h)	FLUX MAX (kg/an)
Acidité totale exprimée en H	0,5	1,04E-03	4,29
HCl	1	2,07E-03	9
Cr total	5,00E-03	1,04E-05	4,30E-04
Cr VI	0	0,00E+00	0
Ni	0	0,00E+00	0
Alcalins, exprimés en OH	10	2,07E-02	85,7
NOx, exprimés en NO ₂	5	1,04E-02	0,43
NH ₃	10	2,07E-02	85,7
Conduit n°6			
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)	FLUX (en kg/h)	FLUX MAX (kg/an)
Acidité totale exprimée en H	0,5	9,90E-03	30,6
HCl	0,3	5,94E-03	18,35
Cr total	0	0,00E+00	0
Cr VI	0	0,00E+00	0
Ni	0,1	2,20E-03	6,4
Alcalins, exprimés en OH	10	1,98E-01	611,82
NOx, exprimés en NO ₂	5	9,90E-02	300,6
NH ₃	10	1,98E-01	611,82

Constats :

Les résultats du contrôle inopiné de 2024 sur les rejets atmosphériques, réalisé les 11 et 12 septembre 2024 sont non-conformes et les valeurs relevées sont supérieures à 2 fois les valeurs limites d'émissions (VLE) pour :

Aspiration 8 :

- Chrome TOTAL en concentration et en flux

Aspiration 9 et 10 :

- Chrome TOTAL en concentration et en flux

Aspiration 6 et 7 :

- Chrome TOTAL en concentration et en flux

Aspiration déchromage :

- Chrome TOTAL en concentration et en flux

Les résultats sont non conformes mais les valeurs relevées sont inférieures à 2 fois les valeurs limites d'émission pour :

Aspiration 8 :

- Acide Chlorhydrique (HCl) en concentrations et flux
- Chrome VI en concentration et flux

Aspiration 9 et 10 :

- Chrome VI en flux

Aspiration 6 et 7 :

- Chrome VI en flux
- Vitesse au débouché

Il a été demandé à l'exploitant de réaliser de nouvelles mesures en 2025. Celles-ci ont été réalisées du 5 au 7 février 2025.

Elles ont montré des non-conformités en chrome (flux et concentration), nickel (flux et concentration), NH₃ (flux et concentration) pour les conduits 1, 2, 3 et 4

Et des non-conformités en flux et concentration pour HCl pour le conduit 3.

La plupart des valeurs relevées sont supérieures à 2 fois les valeurs limites d'émissions.

L'exploitant justifie ces non-conformités par une mauvaise répartition du flux total autorisé aux différents émissaires.

Pour fixer les VLE à chaque émissaire dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/03/2024, l'inspection s'était basée sur les flux utilisés pour la modélisation de l'étude quantitative des risques sanitaires (EQRS) et pour lesquels l'EQRS avait conclu que le niveau de risque pour la santé sur la population exposée pouvait être jugé acceptable.

Ce flux autorisé a été réparti sur les différents émissaires du site mais en faisant les calculs sur le chrome VI, l'exploitant a pu montrer que la répartition aux différents émissaires n'a pas été faite correctement.

Ce calcul n'a pas été réalisé sur les autres paramètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera la mauvaise répartition du flux aux différents émissaires en réalisant les calculs du flux total sur les autres paramètres : HCl, NH₃, Ni afin de vérifier que le flux total du site est bien inférieur au flux utilisé pour la modélisation de l'EQRS et proposera à l'inspection une nouvelle répartition dans un délai de 1 mois.

-Si les hypothèses de l'EQRS sont respectées, l'inspection pourra ainsi modifier la prescription ci-dessus par arrêté complémentaire.

-Si les hypothèses de l'EQRS ne sont pas respectées, l'exploitant réalisera une nouvelle EQRS avec des flux plus importants pour vérifier que ceux-ci sont acceptables ou l'exploitant proposera un plan d'action permettant de respecter les VLE imposées dans son arrêté préfectoral dans un délai de 1 an.

Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2024, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une autosurveillance des rejets en sortie de chaque cheminée au moins une fois par an selon les normes en vigueur, ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues. L'exploitant suit les résultats des mesures, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénient pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Le résultat des analyses devra être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance annuelle de ses rejets atmosphériques. Il a alerté l'inspection au retour des analyses non-conformes de 2025 et cherche des solutions pour mettre en conformité ses rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p>

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Constat du 08/09/2025

La procédure de prélèvement dans les différents milieux : EAU, AIR et SOL en phase d'urgence est bien décrite dans le POI.

Il manque cependant la prise en compte de la météo.

L'exploitant dispose déjà d'une mallette reçue en juillet 2025 d'EUROFINS permettant de réaliser les prélèvements d'urgence avec les fiches d'utilisation et les étiquettes de transport.

La procédure prévoit la mise à disposition de 3 mallettes disposées chez la personne d'astreinte Mr BACCA et dans les voitures de service de Mr PINTO et Mr PUZIN.

Une formation sera mise en place avant la fin de l'année 2025.

Les produits sont valables 2 ou 3 ans, une formation sera réalisée à la fin de validité et les produits remplacés.

Demande du 08/09/2025

-Une formation sur l'utilisation des malettes de prélèvements sera réalisée avant fin 2025.

-3 mallettes supplémentaires devront être reçues à la même échéance.

-La prise en compte de la météo devra être précisée dans la procédure de prélèvement du POI

Constat du 30/01/2026

L'exploitant dispose bien de 4 malettes.

L'inspection a vérifié que l'exploitant connaissait leur contenu et savait les utiliser, cela est bien le cas. Il va former 2 personnes de plus sur l'utilisation de ces malettes.

Il a bien pris en compte la météo avec des lieux de prélèvements différents en fonction du sens du vent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a fourni un plan des réseaux complets à l'inspection. L'inspection a demandé à ce que soit indiqué sur le plan le point de prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2026, Réalisation d'exercice POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 08/09/2025:</u> Des exercices "mise de batardeau" et des exercices d'évacuation ont été réalisés, des formations au POI ont été réalisées mais le POI n'a pas été testé. Demandes du 08/09/2025: Avant le 1er janvier 2026, un exercice POI devra être réalisé. Un compte-rendu de l'exercice sera rédigé avec le scénario attendu (énumération des étapes et de leur durée), la description du déroulement réel, l'analyse des écarts entre les deux scénarios, la liste des participants et le rôle de chacun. Les différents services (SDIS, DREAL...) peuvent être appelés afin de vérifier le bon fonctionnement des numéros en précisant "exercice, exercice, exercice"</p> <p><u>Constat du 30/01/2026:</u> Un exercice a été réalisé le 23/01/2026. Le compte-rendu a été fourni à l'inspection, il décrit l'exercice, rappelle la procédure, décrit le déroulement, les points positifs et négatifs de l'exercice. L'alarme était inaudible au fond de l'atelier de nickel chimique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces

substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Constat du 08/09/2025

L'exploitant a présenté la version 1 du POI datant du 17/01/2025.

Il manque toujours sur cette version la prise en compte des contenants et matériaux dans la liste des produits de décomposition. (demande n°16 du point 8 du rapport d'inspection du 19/10/2023).

Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site ont bien été complétés.

Demandes du 08/09/2025

L'exploitant complétera sa liste de produits de décomposition en prenant en compte les contenants et matériaux de construction.

Constat du 30/01/2026

L'exploitant a présenté la nouvelle version du POI, il a bien pris en compte les matériaux de construction et notamment l'amiante.

Type de suites proposées : Sans suite